

TRANSITIONS ET CONDUITES COOPERATIVES DU CHANGEMENT

26/27 novembre 2018 – Halle Pajol- Paris

Propos d'ouverture

Il y a pratiquement un an, dans cette même salle, nous, l'IRDSU et l'UNADEL, avons coorganisé une journée de travail autour d'une question :

Développement territorial, nouveaux enjeux et initiatives citoyennes : qu'est-ce qui change ?

Nous n'avions pas imaginé les gilets jaunes, l'émergence de nouveaux mouvements citoyens comme « la belle démocratie » ou « la Place publique ».

Nous nous interrogeons sur la proposition d'un nouveau contrat de transition écologique sans imaginer que la ligne budgétaire d'accompagnement des territoires à énergie positive pour la croissance verte allait disparaître du budget ni que le ministre le plus populaire du gouvernement allait démissionner en direct sur une radio publique en espérant provoquer un sursaut en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre.

Le paysage politique a brutalement changé en 2017, en installant au gouvernement et à l'assemblée nationale une majorité composite sans expérience de la gestion publique, renvoyant les partis traditionnels de gouvernement et les corps intermédiaires à leurs insuffisances et à leur incapacité à résoudre les problèmes.

En affirmant que le résultat d'un vote de rejet du Front national arrivé pour la 2^{ème} fois au 2^{ème} tour d'une élection présidentielle allait pouvoir légitimer une politique annoncée dans un programme choisi par défaut, le gouvernement a cru pouvoir se passer de tout intermédiaire avec le peuple.

La période actuelle montre que l'on se prend tous les coups en direct quand il n'y a plus de médiation.

Est-ce que la gestion des transitions figurait dans le livre programme du Président ? vous pourrez vérifier et chacun peut avoir son opinion sur la question. Mais la co-construction de conduites coopératives du changement ne semble pas, plus d'un après, réellement en marche.

En vous souhaitant la bienvenue aujourd'hui et en vous remerciant d'avoir fait le choix de participer à ces journées des territoires autour du thème des transitions et des conduites coopératives du changement, j'ai conscience de proposer un exercice un peu à contre-courant. Mais c'est ce qui fait la

spécificité du développement local que d'inviter à faire un pas de côté et à croiser des regards qui ne convergent pas de manière évidente.

Il est urgent, peut-être pas encore trop tard pour s'engager et construire à toutes les échelles de territoires ces transitions nécessaires pour que l'humanité ait encore un avenir. Et c'est l'affaire de tous d'en assumer la responsabilité individuelle et collective.

Si vous êtes ici, c'est parce que vous vous êtes interrogés et vous avez choisi de construire des réponses, souvent innovantes, dans l'espace de responsabilité qui est le vôtre. C'est pour que vous puissiez partager ici vos expériences de pratiques et de conduite coopératives du changement. Vous avez accepté de nous en parler lorsque l'Unadel et ses partenaires sont venus chez vous, à votre écoute, curieux de découvrir vos modes de faire ; ils sont souvent construits avec des moyens de fortune, avec des pratiques originales de gouvernance ; ils laissent place à des initiatives citoyennes qui bousculent et qui deviennent rapidement la marque d'un territoire dynamique qui refuse de subir. L'échange entre territoires peut conforter votre projet local et contribuer à capitaliser vos acquis...et en permettre la diffusion.

Nous savons bien que le changement ne se décrète pas. Il a parfois été mis en avant comme une invitation à l'engagement, ici et maintenant, la déception peut être rapide et extrêmement violente quand, dans sa vie quotidienne, rien ne change et tout s'aggrave et quand cela concerne une majorité de personnes.

Sommes-nous aujourd'hui, dans des pratiques coopératives ? sinon pouvons-nous l'être demain et à quelles conditions ?

L'actualité brûlante interroge et divise. La France reste un pays riche et une des premières puissances mondiales, mais ce n'est pas ce que ressentent une majorité de nos concitoyens. Les élus eux-mêmes, les maires baissent les bras et grossissent les rangs des mécontents en laissant au vestiaire leur fonction d'interface entre l'Etat et les citoyens.

Je reprends à mon compte ce que vient d'écrire sur son blog le député Dominique Potier que nous rencontrerons demain matin avec nos amis tunisiens qui nous font l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui et qui souhaitent donner une suite à un printemps de la démocratie dans leurs communes et leurs pays malgré les résistances idéologiques conservatrices :

Je cite « Le mouvement des gilets jaunes pose deux idées essentielles : d'une part, il n'y aura **pas de transition écologique sans partage de l'effort**, d'autre part, il n'y aura **pas de pacte pour la transition sans la participation de tous**.

Aujourd'hui, notre pays a besoin d'un Grenelle social-écologique. [...] (et il cite différentes mesures concrètes)

Cela suppose une réhabilitation des corps intermédiaires : le monde associatif - notamment au travers des associations de consommateurs – le monde syndical et le monde politique. Il est urgent de renouer les fils du dialogue avec la société civile dans toutes ses composantes. Ce Grenelle serait le signal d'une volonté démocratique de refonder la cohésion de notre société face au défi commun de la transition.

Nous ne lutterons pas contre la fin du monde sans ceux qui luttent pour la fin du mois.

Voilà un message clair qui peut être partagé par différentes familles de pensée me semble-t-il.

C'est pourquoi je vous invite à utiliser pleinement vos prérogatives, que vous soyez élus, professionnels, représentants des dits-corps intermédiaires ; vous êtes toutes et tous des citoyens et des citoyens-acteurs, donc en responsabilité de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Le Carrefour des métiers est une plateforme partenariale. Elle existe depuis une quinzaine d'année ;

C'est une auberge espagnole. Chacun y apporte son expérience et son savoir, ses convictions, ses doutes et ses espoirs. L'histoire du Carrefour des métiers n'est pas un long fleuve tranquille. Elle croise l'émergence du bloc communal avec l'essor de l'intercommunalité et aujourd'hui ses remises en cause, l'affirmation du fait régional bousculée par la montée en puissance des métropoles, le développement compliqué de la politique de la ville tandis que la ruralité a été souvent considérée comme devant bénéficier des effets de ruissellement des zones de concentration d'intelligence et de richesses...

L'histoire du carrefour des Métiers est un peu celle de 2 familles de pensée qui ont du mal à n'en faire qu'une : celle du développement local et celle de ce qu'on nomme parfois du développement social local.

Les animateurs de ces démarches qui se croisent, ou non sur les territoires, ont parfois la même histoire. Ils se sont nourris au même moule idéologique teinté de valeurs communes au judéo-christianisme et à l'humanisme éclairé des lumières ; beaucoup de développeurs territoriaux sont passés par le travail social ou l'engagement humanitaire ; mais c'était au siècle dernier.

Aujourd'hui c'est la question environnementale, les interrogations écologiques, les accords de Kyoto et l'émergence des 3 piliers du développement durable qui rebat les cartes. C'est surtout le terrible constat que nous pouvons faire que la société d'aujourd'hui, non seulement n'a pas résolu les inégalités, les injustices, les conflits et les problèmes d'hier mais qu'elle a au contraire accentué les pauvretés, enrichi les banques et encourager à la fraude fiscale, tandis que les richesses sont partagées par un

nombre restreint et les pauvretés et la misère par une majorité des femmes et des hommes vivant sur cette planète.

Au cours des dernières décennies l'évolution du chômage, le creusement des inégalités sociales et de revenus, la désindustrialisation et l'impact de la mondialisation d'une économie de marché financiarisée et ultra libérale ont touché de plus en plus de familles. L'impuissance publique et le spectacle de la politique sur les chaînes d'infos en continu ont installé la défiance voire le rejet des décideurs et des élus. La participation électorale est un baromètre d'alerte. La montée des communautarismes également. Le repli sur soi ou le « moi d'abord » se généralisent, caractéristique d'une montée du populisme, ou plutôt d'une expression populaire, qui va de pair avec l'individualisme.

Or les différentes réformes de l'organisation territoriale ont beaucoup mobilisé les élus, les administrations et les acteurs du développement local au sens large.

Et l'action publique est moins compréhensible, moins lisible. Les services publics s'éloignent de plus en plus des citoyens, y compris dans les distances kilométriques.

Globalement la vie des gens n'est pas plus facile sauf pour quelques-uns ? Non seulement les problèmes de la vie quotidienne, d'emploi, d'argent, d'éducation, de santé, de mobilité ne sont pas résolus mais ils s'aggravent souvent ?

Comme les solutions ne semblent plus pouvoir venir d'en haut, ou en tout cas pas uniquement, il devient urgent de les construire dans l'horizontalité, la globalité et la transversalité.

C'est là que la question du savoir-faire pour associer les gens aux décisions qui les concernent, pour en faire des acteurs de leurs solutions, prend tout son sens.

Ce que vous nous dites, c'est comment vous réinventer dans vos territoires le vivre et le faire ensemble, comment vous faites société. En un mot, faire communauté dans sa ville, son village, son quartier, sa métropole, son intercommunalité, c'est faire République, c'est défendre et consolider les valeurs de la République. J'ignore si c'est cela le nouveau monde ; mais je pense que c'est celui qui peut être très vite remis en cause par l'exaspération et la désespérance.

Or faire communauté ne veut pas dire uniformité. Mais au contraire développer la bienveillance, la tolérance, l'acceptation et l'accueil de

l'autre, le respect de toutes les croyances, de toutes les religions et de la liberté de ne pas en avoir.

Si vous êtes là, c'est parce que vous n'avez pas attendu pour agir. Les pas sans nous, les territoires « 0 chômeurs de longue durée », les initiateurs de monnaies locales, d'économie alternative, les sociétés civiles d'intérêt collectif, les assemblées générales citoyennes, etc, etc... empruntent soit de nouveaux chemins, soit revisitent des solutions expérimentées dans certains pays, dans certaines régions et s'approprient de nouvelles façons de faire ensemble. Cela interroge la représentation et la légitimité électorale parfois. Mais cela interroge aussi les pratiques des développeurs et pose la question de la nature du développement et de son modèle.

Vous l'avez compris, beaucoup de questions, beaucoup d'attentes et pourquoi pas réinventer ensemble des possibles qui nous ouvriront de nouveaux horizons, dont nous pourrons nous rendre compte en découvrant le livre « Vous avez dit développement local ? » à paraître dans quelques jours, qu'ils sont le prolongement de ceux qui ont permis à des territoires pionniers et à des femmes et des hommes souvent qualifiés d'utopistes, de tracer les sillons des territoires résilients et innovants parce qu'ils ont semé des petites étoiles.

L'ingénierie n'est pas une nostalgie, elle doit redevenir une utopie... Et le Carrefour des métiers, rassemblant des utopistes d'hier et d'aujourd'hui, des professionnels d'aujourd'hui et de demain, des chercheurs, des fonctionnaires agiles et des élus sincères, doit œuvrer à la poésie et repeindre les territoires en vert et les carrefours giratoire en vert...et contre tout !

Pas d'écoutes territoriales sans ingénierie, pas de dynamique de projets sans écoute et mobilisation des citoyens, pas de transition sans respect, pas de coopération sans partage de la responsabilité dans l'engagement.

Pour une fertilisation croisée... Bons travaux, bons échanges !

Merci aux territoires et merci à vous tous pour tout ce que vous nous apprenez.

Merci de votre attention.

Claude Grivel